

par le discours du Gouverneur général,— quelle est la politique du Gouvernement.

J'ai entendu naguère, à maintes reprises condamner la méthode du blanc-seing; cependant, dans le discours d'aujourd'hui, on nous demande d'accorder un blanc-seing au ministre. A venir jusqu'à cette heure, le premier ministre ne nous a guère renseignés sur la politique du Gouvernement. De fait, durant certaines parties de son discours, j'ai été pour ainsi dire porté à croire que la guerre, somme toute, sera un bienfait déguisé pour les Canadiens, car, grâce à elle, ils seront en mesure de vendre de plus grandes quantités de produits à la Grande-Bretagne et de faire plus d'argent, après quoi nous ne cesserons d'être heureux.

Je ne prétends nullement que c'est là l'idée du premier ministre, mais je présente la question de cette façon-là afin de souligner le fait que la population canadienne a attendu avidement la présente session du Parlement afin de se rendre compte quelle sera la politique du Gouvernement et je crois qu'elle sera tristement désillusionnée de n'avoir rien appris de plus que ce que nous avons nous-mêmes appris.

Je me trouve ce soir dans une situation plutôt anormale. Mon attitude à l'égard de la guerre est bien connue des honorables membres et, je crois, dans tout le pays. Mes vues touchant la guerre se sont cristallisées au cours de la dernière guerre, bien avant la naissance de la Fédération du commonwealth coopératif, mais notre F. C. C. est une association démocratique qui décide des lignes de conduite à tenir. Mes collègues de la Chambre et ceux du conseil national de la Fédération du commonwealth coopératif, qui ont été en séance avec nous presque sans interruption au cours des deux derniers jours, ont eu la générosité d'insister pour que je saisisse cette occasion de formuler mes idées sur cette question.

L'attitude de la Fédération du commonwealth coopératif sera exposé à la première occasion par l'un de mes collègues. Je le déclare franchement, j'approuve de tout cœur une partie de ce programme, mais je ne puis agréer certains autres articles. Cependant, je n'ai jamais été si fier d'appartenir au groupe dont je fais partie. Durant le temps que j'ai à ma disposition ce soir, j'essaierai de formuler ma propre manière de voir en ce qui regarde la guerre, interpréter à ma manière la situation qui existe à l'heure actuelle et proposer peut-être certaines choses que l'on devrait faire. A la lumière du grand nombre de télégrammes, lettres et communications, qui me sont parvenus en ces derniers jours, et de ce que je sais de la population canadienne, j'ai la conviction que des

[M. Woodsworth.]

milliers et des milliers de gens professent les mêmes idées que moi.

Suivant moi, un particulier, et encore plus un représentant des citoyens, dans une démocratie, peut faire sa meilleure contribution en exprimant ses propres convictions le plus clairement possible. Et voilà ce que je tente de faire ce soir. Je considère qu'un grand nombre de mes collègues dans cette Chambre, appartenant à tous les partis, sont parfaitement sincères relativement au programme qu'ils préconisent. Je ne conteste nullement leur patriotisme. Je vais peut-être trop loin en leur demandant de croire que moi-même et les autres qui partagent ma manière de voir, sommes sincères dans nos convictions et ne sommes pas moins intéressés au bien-être de notre pays.

Avant d'aller plus loin, voici la première question que je désire poser: Est-il possible de savoir si oui ou non le Canada est en guerre ce soir? J'ai consulté des avocats de mes amis dont un bon nombre sont des juristes constitutionnels et il y a divergence d'opinion parmi eux.

Lorsque nous sommes arrivés au Parlement, j'avais crû que nous étions en guerre et que rien ne pouvait changer cet état des affaires; cependant, après avoir écouté tout à l'heure le discours du premier ministre (M. Mackenzie King), j'ai commencé à réaliser que nous ne sommes pas en guerre et qu'il est peu probable que nous le soyons au sens technique du mot. J'avais pensé qu'à notre arrivée à Ottawa, l'on nous soumettrait une déclaration de guerre précise sous forme d'une résolution. Si nous ne sommes pas en guerre, est-ce que l'on se propose de faire la guerre sans la déclarer? Ainsi que le premier ministre l'a dit il y a un instant, si le Canada est une nation ayant droit de déclarer la guerre ou de s'en abstenir, je désire savoir quelles sont les mesures que nous allons prendre. Allons-nous déclarer la guerre? Les autres nations considéreront-elles que le Canada est neutre? Il n'est pas juste que nous jouissions des privilèges et des immunités de la neutralité, si en réalité nous prétions main forte à l'Angleterre dans une guerre. Voilà qui est injuste et malhonnête. Ainsi que le premier ministre l'a laissé entendre tantôt lorsqu'il a cité le beau poème de James Russell Lowell,—c'est plutôt prostituer ces beaux vers, je l'avoue, que de les citer à ce propos,—la vérité devrait avoir la première place. Je sais toutefois que la vérité est l'une des premières victimes de la guerre.

Sommes-nous en guerre? De quelle manière allons-nous entrer en guerre, si nous décidons d'y prendre part? D'aucuns d'entre nous posent plutôt la question: De quelle façon pouvons-nous éviter d'y participer? Si